



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

rencontres Africa 2017

Question au Gouvernement n° 136

Texte de la question

RENCONTRES AFRICA 2017

M. le président. La parole est à Mme Marie Lebec, pour le groupe La République en marche.

Mme Marie Lebec. Monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, vous étiez présent, lundi, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, pour l'ouverture des rencontres Africa 2017, qui visent à réunir entreprises françaises et africaines.

Le format de l'événement est inédit : au cours de la semaine, ce sont près de 3 000 chefs d'entreprises français et africains qui échangeront dans trois villes phares du continent : Abidjan, Tunis et Nairobi.

L'objectif est clair : favoriser les investissements, mobiliser nos PME françaises vers l'international et, en premier lieu, vers l'Afrique, continent en pleine croissance économique. Les thématiques de l'événement témoignent des défis et des opportunités immenses qui s'offrent à nos entreprises sur le continent : l'émergence de villes durables, le boom des technologies numériques, les énergies renouvelables ou l'agriculture.

Pourtant, nous connaissons tous les chiffres négatifs de notre balance commerciale : seules 125 000 entreprises françaises sont comptabilisées chaque année comme exportatrices, quand elles sont 212 000 en Italie ou 295 000 en Allemagne. Par ailleurs, seules 25 000 entreprises continuent d'exporter cinq ans après leur première démarche, ce qui témoigne de leur trop grande fragilité à l'international. L'exportation de nos PME doit donc être une priorité pour notre économie.

Je me réjouis que le Gouvernement prenne à bras-le-corps ce sujet et se mobilise si fortement.

M. Fabien Di Filippo. Ça ne se voit pas !

Mme Marie Lebec. Plusieurs ministres se rendront demain à Tunis, puis à Nairobi, pour accompagner nos entreprises et incarner notre équipe de France économique sur le marché africain. Mais les sujets à traiter sont multiples : formation au commerce international, financements adaptés, différenciation de nos offres, organisation du dispositif export. Nous avons également de superbes atouts à valoriser, comme la marque France ou la francophonie économique, au sein de laquelle nous devons davantage nous impliquer, comme l'indiquait hier notre collègue Jacques Krabal.

Le projet de loi à venir sur la croissance des PME, préparé par le ministre de l'économie, contiendra un volet sur leur internationalisation. Vous-même, monsieur le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avez d'ores et déjà annoncé plusieurs axes de travail, notamment en coordination avec les régions. Pouvez-vous nous indiquer quels sont vos objectifs et les mesures sur lesquelles vous travaillez, en coordination avec Jean-Baptiste

Lemoyne (« Ah ! » sur quelques bancs du groupe LR) et les autres membres du Gouvernement impliqués ? (Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Madame la députée, vous avez raison (« Ah ! » sur les bancs du groupe FI) de souligner le succès du forum Africa 2017, qui s'est tenu hier et avant-hier à Abidjan, et qui va se poursuivre – il s'agit en effet de la même démarche – demain à Tunis – le Premier ministre y sera présent – et, dans le même temps, à Nairobi. C'est une initiative franco-ivoirienne, qui a pour objectif, non de prononcer de grands discours, mais d'être un forum d'action mettant en rapport les entreprises, en particulier les PME françaises, avec les PME de Côte d'Ivoire et de l'ensemble de l'Afrique : 2 000 entreprises y participent – ce qui n'est pas rien –, dont 500 entreprises françaises. Elles ont pu établir des partenariats, des accords, s'entendre sur des actions en faveur de l'innovation, d'une certaine manière, à égalité, pour permettre le développement, singulièrement en Afrique.

Or, vous le savez, si l'Afrique est un territoire en pleine croissance, c'est également un continent où la compétition se déploie entre, d'une part, les acteurs français et européens, et, d'autre part, des entreprises venant d'autres parties du monde, en particulier les Chinois, les Indiens, les Turcs. Il faut être au rendez-vous, et on peut y parvenir grâce à un bon partenariat entre les entreprises françaises et africaines. Tel était l'objet de ces rencontres, qui avaient déjà eu lieu à Paris en 2016, et qui avaient rencontré un succès réel.

Vous me posez une seconde question, liée au premier sujet, concernant le commerce extérieur de la France. De fait, il ne va pas bien : il accuse un déficit de 36 milliards au premier semestre, après 48 milliards l'année dernière.

M. Fabien Di Filippo. Ça ne va pas s'arranger !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre. Cela remonte à 2000 : on peut revenir en arrière, si vous le souhaitez ! (Applaudissements sur les bancs du groupe REM.)

M. Fabien Di Filippo. J'étais au collège en 2000 !

M. Jean-Yves Le Drian, ministre . Je pourrais dresser un palmarès, mais la réalité est qu'il faut changer la donne. Je serai amené à présenter des propositions pour que l'on gagne en efficacité, en lisibilité, en transparence, en simplicité, afin que les entreprises exportent et qu'une culture de l'exportation se mette réellement en œuvre dans notre pays. (Applaudissements sur les bancs du groupe REM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)

Données clés

Auteur : [Mme Marie Lebec](#)

Circonscription : Yvelines (4^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 136

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [5 octobre 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [5 octobre 2017](#)